

vement, mais la productivité et l'esprit d'initiative des Canadiens qui, en dernière analyse, permettent la création de ces services et en assurent le maintien. Convenons que, sans la richesse de nos immenses ressources naturelles, ajoutée à l'énergie et à l'esprit d'initiative de notre admirable population, nous ne serions pas du tout en mesure d'assurer les services sociaux dont les frais, cette année, atteignent 800 millions. Et il n'est pas le moins du monde question ici de l'État-providence ni des services sociaux dont bon nombre d'entre nous souhaitent la venue. Sans production de richesse il ne saurait y avoir sécurité définitive et réelle: c'est cette production qui donne du travail, et c'est le travail à son tour qui permet la production.

En terminant hier soir ses observations, le ministre des Finances a rappelé les diminutions d'impôts réalisées chaque année depuis 1945. De l'avis de notre population ces dégrèvements étaient à la fois heureux et indispensables, voire, dans bien des cas, tardifs. Mais ce que le ministre n'a pas signalé, c'est le rapport entre les dépenses de l'État, ou frais d'administration, et le revenu global de notre pays. A mon avis, ce sont là des questions dont il s'occuperait certainement s'il avait à diriger une affaire privée. Je n'entends pas par là qu'il gère moins honnêtement la chose publique, mais il doit s'occuper de tant de problèmes divers qu'il lui est bien difficile de se comporter exactement de la même façon à l'endroit de la chose publique que s'il avait à s'occuper d'une entreprise particulière. Les élections étant terminées, je souhaite que le ministre retrouve de sains principes d'affaires.

En 1938, nos dépenses atteignaient au total 553 millions, ce qui n'est pas une petite somme. A l'époque, notre revenu national était de 5,100 millions. Cette année, nos dépenses, selon ce que nous disait hier soir le ministre, seront voisines de 2,400 millions. Quant au revenu national global qui est en si bonne posture, que lui et le ministre du Commerce ont pu dire au cours de la campagne électorale, qu'il croissait partout comme champignons, —ils confondaient le volume et les dollars de façon qu'on a cru qu'on produisait plus que jamais auparavant,—il atteint en ce moment environ treize milliards. C'est beaucoup.

**L'hon. M. Abbott:** Plutôt 15 milliards de dollars.

**Le très hon. M. Howe:** Seize milliards.

**L'hon. M. Rowe:** Je sais que deux ou trois milliards ne représentent pas une somme bien

[L'hon. M. Rowe.]

importante pour les honorables députés d'en face. Cette somme a peut-être augmenté ces jours derniers. Je ne suis pas comme le ministre du Commerce (M. Howe) qui a déclaré un soir qu'un montant d'un million de dollars était sans importance. Je ne voudrais pas laisser croire que je suis devenu téméraire au point de laisser entendre que je me soucie peu d'une somme d'un milliard ou deux. Cependant, monsieur l'Orateur, je sais que cette année notre revenu national est deux fois et demie plus considérable que par le passé, mais notre dépense nationale au cours de la même période est quatre fois et un tiers plus élevée qu'antérieurement. Les spécialistes du ministère des Finances pourront facilement nous dire pendant combien de temps nous pourrions nous maintenir, bien que nous dépensions toujours plus que nous ne gagnons.

**L'hon. M. Abbott:** Si nous devons participer à plusieurs autres guerres, notre situation sera plus mauvaise.

**L'hon. M. Rowe:** Le premier ministre (M. St-Laurent) dit qu'il n'y aura pas de guerre au cours des cinq prochaines années, de sorte que mes honorables amis n'ont pas à s'inquiéter à ce sujet.

Les excédents que nous ont valus des revenus à la hausse ces dernières années ont porté le Gouvernement à faire fi de la nécessité d'une économie stricte dans les services administratifs. Les engagements qui découlent des mesures de sécurité sociale que nous avons adoptées ainsi que de celles que nous envisageons, plus le service de la dette publique, sont inéluctables.

Afin de parer au danger d'un tel état de choses, qui grèverait l'économie du pays d'un fardeau qu'elle n'est pas encore en mesure de supporter, je voudrais formuler des vœux, espérant sincèrement que le Gouvernement les étudiera sous tous leurs angles possibles, quels que soient les sentiments de contentement qu'il puisse éprouver avec la grande majorité qui l'appuie. J'aimerais présenter au ministre des Finances les propositions suivantes: premièrement, on devrait instaurer immédiatement un programme d'économie dans toute l'administration, qui ne susciterait pas de gêne injustifiable ni n'entraverait le développement économique du pays. A titre d'avis, j'aimerais qu'on entreprenne une étude en vue de déterminer le pourcentage du coût actuel de la perception des revenus par rapport à ce qu'il était la dernière année avant la guerre. Deuxièmement, afin de s'assurer que notre pays peut maintenir les mesures de sécurité sociale, les divers programmes de soutien des prix, les autres frais obligatoires de l'administration